



Diatta Louis
HAMAP, ECI
Tel : 06 80 47 79 31
Ldiatta19@yahoo.fr

Exposé sur les enfants soldats à l'UNESCO, 12 décembre 2009

Introduction

Les guerres civiles, outre les nombreuses victimes, déciment également les rangs des combattants. Afin de pouvoir continuer leurs combats, les factions n'hésitent pas à recruter des enfants dans leurs rangs. Si de nombreux textes et protocoles internationaux interdisent le recrutement et l'utilisation des enfants soldats, aucun n'en donne une définition précise et universelle. Toutefois, la grande majorité des ONG et des institutions onusiennes reprennent la définition des « principes du Cap » formulés par l'UNICEF et un groupe d'ONG lors d'une conférence en 1997 ; un enfant soldat est une personne âgée de moins de 18 ans membre d'une armée gouvernementale ou d'un groupe armé quelque soit son rôle, ou accompagnant de tels groupes, autrement qu'en tant que simple membre de la famille, ainsi que les filles recrutées à des fins sexuelles ou pour des mariages forcés. Cette définition de l'enfant-soldat ne s'applique pas qu'aux seuls porteurs d'armes. Il inclut également les enfants qui occupent des fonctions de combattants, mineur ou démineur, éclaireur, espion, porteur, coursiers, sentinelles, cuisiniers, esclaves sexuelles pour les jeunes filles, esclaves domestique etc. qu'ils aient été recrutés de manière volontaire ou forcée.

L'utilisation d'enfants soldats dans les conflits armés n'est pas un phénomène nouveau. Le recrutement des enfants dans les groupes armés est sans doute aussi ancien que la guerre elle-même. Mais le phénomène a pris de l'ampleur depuis le début des années 1990. Aujourd'hui, l'ONU estime à 300 000 le nombre d'enfants soldats actuellement en activité. Ils sont principalement utilisés lors des guerres civiles.

L'utilisation des enfants pour la guerre, comme pour des travaux et tâches réservés aux seuls adultes, est pourtant illégal au regard du droit international. Mais au-delà de l'aspect juridique, l'emploi d'enfants parfois très jeunes revêt un caractère particulièrement abject, dès lors qu'il s'agit d'enfants soldats utilisés comme guerriers, contraints souvent à commettre des actes criminels, à torturer, parfois même les membres de leur propre famille voir soumis à un véritable esclavage sexuel. Les témoignages qui décrivent la situation des enfants soldats sont effarants. Non seulement les enfants sont ainsi privés de leur enfance, écartés de toute possibilité d'accès à l'éducation et n'ont d'autre avenir que de vivre de leurs armes et de la prédation par la violence.

Quelles sont les raisons qui poussent au recrutement des enfants soldats dans les conflits armés ?

Quelles sont les solutions proposées pour éradiquer ce phénomène ?

I : Les causes et raisons de l'existence des enfants soldats

Outre l'endoctrinement dans les régimes totalitaires, soucieux de contrôler la jeunesse, une des origines du phénomène des enfants soldats se trouve dans la pauvreté aggravée par la situation de guerre civile. Les familles ne pouvant subsister aux besoins de leurs enfants, certains se désignent pour s'enrôler dans l'armée ou les groupes paramilitaires, soulageant ainsi leurs proches d'une bouche à nourrir, tout en assurant eux-mêmes leur subsistance. On retrouve aussi beaucoup d'enfants drogués, drogue qui leur donne envie de se battre.

Il y a aussi la fascination pour la vie militaire, l'uniforme, le prestige.

Le désir de venger la mort d'un proche durant un conflit armé ou simplement de participer au combat pour la libération de son peuple.

On trouve parfois des raisons idéologiques (dans ce cas les enfants bénéficient souvent de l'approbation de l'entourage, fier de voir un membre de leur famille se sacrifier pour la cause).

Du côté des recruteurs les raisons sont facilement explicables. Les enfants ne coûtent pas chères en nourriture, ils sont dociles, influençables, facilement enrôlables. De plus ils peuvent s'avérer d'une redoutable efficacité sur des terrains difficiles (la brousse par exemple), mais également comme espion ou kamikazes, passant facilement pour inoffensif aux yeux des opposants. Ils sont également utilisés comme « chair-a-canon » sur les champs de bataille, placés en première ligne pour faire diversion.

De plus, étant jeune et démunis de moyens de subsistance, ils sont dans la quasi impossibilité de fuir. Par ailleurs intimidables et malléables, on a vite fait d'en faire des machines de guerre. Ainsi durant la guerre civile, les enfants-loups de la Résistance Nationale du Mozambique (RENAMO) au Mozambique étaient dressés au massacre et à la torture, tâches qu'ils accomplissaient avec ferveur selon leurs propres récits. De plus la fragilité des enfants tant psychologique que physique est un frein à la mutinerie.

Il ne faut pas aussi oublier les raisons d'ordre contextuel qui expliquent cet accroissement de l'utilisation des enfants soldats. Tout d'abord l'extrême fragilité des situations politiques et économiques des pays concernés et les tensions exacerbées qui y règnent. C'est ainsi qu'un enfant issu d'une famille aisée aura bien moins de risque de se faire recruter ou enrôler qu'un autre issu d'une famille pauvre.

Le manque d'accès à l'éducation est facteur important. Les enfants n'étant pas scolarisés doivent trouver une occupation, qui bien souvent se doit d'être lucrative. L'engagement dans l'armée est alors une alternative au travail dans le civil.

Une autre explication serait la présence d'un nombre extrêmement élevé d'armes légères. En 1998, on estime à 500 millions le nombre d'armes légères en circulation dans le monde dont 100 millions rien que pour l'Afrique. Ces armes sont facilement manipulables, notamment par les enfants, ce qui accroît leur possibilité à participer aux combats.

Enfin certaines sociétés sont largement militarisées. Le culte de l'armée et de la guerre augmente la part de fascination des plus jeunes pour ce qui attire de près ou de loin à l'armée ou à la violence, ce qui accroît la probabilité d'un engagement précoces des enfants. Ceci encore plus vrai pour les pays où la scolarisation n'est pas assurée, ou l'largement accès sur l'endoctrinement patriotique comme certaines écoles religieuses ou aussi les écoles publiques des Etats belliqueux (la dictature militaire en Birmanie par exemple, ou certaines écoles coraniques dans lesquelles l'éducation est en réalité axée sur l'islamisme et non sur l'islam).

Le statut de fillette (mais cela peut également arriver aussi aux garçons) est particulier en raison de leur exploitation sexuelle.

Tous ces facteurs font que lors d'un conflit les enfants et les femmes sont des proies faciles
Quelles réactions de la communauté internationale pour juguler le phénomène ?

II : Les solutions proposées par la communauté internationale pour éradiquer le phénomène

A : La prévention du recrutement des enfants soldats.

Après plusieurs années de sensibilisation par les ONG et certaines institutions spécialisées de l'ONU, (UNICEF), ce phénomène a généré une attention croissante, sensibilisation au plus niveau des instances internationale. Le conseil de sécurité de l'ONU, l'Union Africaine, l'Organisation des Etats Américains (OEA) et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ont unanimement condamnés le recrutement des enfants soldats. Il existe aujourd'hui à la fois un consensus international autour de la nécessité de condamner le recrutement et l'utilisation des enfants soldats et une convergence des initiatives internationales pour le renforcement du cadre normatif légal existant.

a- Un renforcement du cadre légal

La Convention de Genève de 1949 et ses protocoles additionnels et la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant de 1989 renforcent le cadre légal visant à empêcher l'utilisation des enfants dans les conflits armés. Depuis la fin des années 1990, un véritable arsenal de traités, résolutions et protocoles internationaux s'y est ajouté pour encadrer la protection de l'enfant soldat. En l'espace de trois ans, quatre instruments clefs ont été adoptés

- Le traité de Rome portant création du tribunal pénal international en 1998 et qui range parmi les crimes contre l'humanité le recrutement ou l'utilisation d'enfants de moins de 15 ans dans les conflits armés.
- La Convention internationale du travail N°182 de 1999, édictée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui définit comme l'une des pires formes de travail forcé le recrutement des enfants soldats.
- Les différentes résolutions passées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et condamnant le recrutement et l'utilisation des enfants soldats dans les conflits armés : résolutions 1261(1999), 1314 (2000), 1379 (2001), 1460 (2003), 1539 (2004) et surtout 1612 (2005) qui vise à mettre en place un mécanisme de surveillance et de collectes des données sur les enfants associés aux forces militaires et aux groupes armés et la violation de leurs droits.

En février 2007 s'est tenue à Paris une conférence internationale intitulée : « libérons les enfants de la guerre » réunissant les représentants de 58 Etats participants. Elle avait pour objectif d'obtenir leur adhésion aux engagements de Paris qui instaurent des principes à la fois légaux et opérationnels pour protéger les enfants du recrutement et de leur utilisation dans les conflits armés et des principes de Paris qui, eux, établissent un ensemble de principes liés à la protection des enfants, à leur libération des groupes armés et à leur réintégration dans la vie civile.

b- Mais une application très partielle

Malgré l'adoption de ces nouveaux instruments juridiques et de ces mécanismes de protection au niveau international, on constata cependant un grand décalage entre la protection légale des enfants et la réalisation des engagements sur le terrain. En pratique, la violation des protocoles par des Etats ayant ratifiés, sont monnaie courante. Plus de la moitié des enfants soldats sont recrutés en Afrique en dépit de l'adoption de la charte africaine des droits et du bien être de l'enfant, premier traité africain sur les droits de l'enfant entré en vigueur en 1999. La ratification des instruments internationaux de protection a certes modifié les comportements. Par exemple si en 1986, l'armée de Museveni faisait paraître ses enfants soldats, de nos jours les groupes armés démentent les recruter. Mais l'impunité des recruteurs encourage le phénomène. La réaction de la

communauté internationale se limitait à la condamnation verbale des Etats et des groupes armés recruteurs.

Cependant la situation commence à évoluer avec les pressions de la Cour Pénale Internationale et les autres cours de la communauté internationale. En 2003 le procureur de la cour spécial de Sierra Léone, établie par les Nations Unies et le gouvernement sierra léonais, a émis les premiers actes d'inculpation. L'ancien président du Libéria, Charles Taylor y est poursuivi pour plusieurs chefs d'accusation, dont celui de recruter des enfants soldats.

En 2005, la Cour Pénale Internationale a ouvert des enquêtes sur les recrutements des enfants soldats dans les conflits nord-ougandais et congolais. Le 26 juillet 2005, le conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité la résolution 1612 (2005) mettant en place un mécanisme de surveillance de l'utilisation des enfants dans les conflits armés, qui prévoit le cas échéant l'application de sanctions.

Cette année, l'ancien rebelle congolais Thomas Lubanga est actuellement entrain d'être jugé par la Cour Pénale Internationale pour utilisation des enfants lors de la dernière guerre du Congo.

B : La réintégration des enfants-soldats

La réintégration des enfants soldats constitue en la matière un défi majeur des sociétés post-confliktuelles. Si dans les programmes, démobilisation, démilitarisation, rapatriement, réinsertion (DDDRR), les trois D sont menés sans trop de difficultés, le R reste le point faible. L réintégration des enfants soldats est cœur d'un complexe social, économique et militaire qui, pour réussir, doit s'articuler à une construction de la paix sur le long terme.

C'est dans ce cadre qu'Euro Coopération Ingénierie s'est engagé pour la réinsertion de ces enfants soldats.

Constatant de l'urgence et de la gravité du problème ainsi que le peu d'efficacité des actions conduites jusqu'à présent par nombre d'organisation et se référant à sa connaissance approfondie de la question, a mis au point un concept dont l'originalité et la globalité de la prise en compte de nombreux paramètres du problème.

Il vise à créer un centre de réintégration pour les enfants, associé en principe à un centre de réinsertion des ex-combattants articulé en deux pôles, formation et développement afin de créer une dynamique globale et complémentaire.